

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

LUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs: leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs, en constituant le Mouvement pour un parti des travailleurs. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par SavaryChevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, dont le contenu sera défini par le peuple souverain, nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57

LISTE DU



MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

MARNE

Alain Tual

(40 ans, employé de bureau)

DEPUIS 5 ANS, QUE S'EST-IL PASSÉ DANS NOTRE DÉPARTEMENT ?

Les fermetures d'usines ont été poursuivies : Erop, Sicli, Lemaire à Epernay, Isoroy à Vitry... De nouveaux licenciements ont été exigés par le patronat : REM, VMC, Schlumberger, Arthur Martin à Reims, Isoroy, Chantelle à Epernay. Froidement exprimé par les statistiques (fin octobre 1985) le triste bilan est là : demandeurs d'emploi : 29 407, augmentation en 1 an : + 18,8 %; offres d'emploi : 276, diminution en 1 an : - 25,8 %, soit une seule offre pour plus de 100 chômeurs. A peine la moitié des chômeurs sont indemnisés.

QUI EST RESPONSABLE?

En 1981, nous avons donné aux députés PS et PCF une force comme ils n'en ont jamais eue. Ils ne s'en sont pas servi. Préférant se faire reconnaître comme de bons gestionnaires par le patronat, ils sont même allés au-devant de ses désirs, en reprenant tous les projets réactionnaires de la droite : démantèlement de l'école et des services publics (PTT, équipement et transports, télévision...), diminution des aides sociales, des indemnités de chômage, des remboursements médicaux, flexibilité, baisse du pouvoir d'achat, généralisation des emplois précaires (stages Rigout, TUC...).

Pire, tous ces projets, ils les ont dissimulés, en inventant des mots trompeurs pour faire croire à des projets positifs.

Ainsi les lois Auroux, première brèche dans le Code du travail ouvrant la porte à la flexibilité, ont été appelées « droits nouveaux des travailleurs ».

Ainsi, le désinvestissement industriel fauteur de chômage est appelé « modernisation ».

Ainsi, la fermeture des classes, la diminution des heures d'enseignement, la remise en cause de la laïcité de l'école et son éclatement en « écoles différentes » sont appelés « rénovation de l'école ».

Pour notre département, les « droits nouveaux pour les travailleurs » c'est le retour du travail le samedi et le dimanche, c'est la remise en cause des primes. La « rénovation de l'école », c'est 100 classes, environ, fermées en 1985, des classes à double niveau, 5 postes supprimés en 1986 ; c'est moins d'heures d'enseignement en lycées et collèges dont une demi-heure de français en moins, des classes bondées. C'est la suppression des CAP et même la tentative d'introduire la flexibilité à l'école.

ALORS, QUELLE ISSUE?

PS et PCF se sont disqualifiés pour représenter les travailleurs. Le MPPT, en rassemblant démocratiquement des militants de toutes origines du mouvement ouvrier, en agissant sans relâche pour aider les travailleurs à réaliser leur unité face à toutes les conséquences de la régression sociale, œuvre à la reconstruction d'un parti honnête.

VOTER POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR ALAIN TUAL

c'est voter pour la défense de la population des villes et des campagnes, c'est voter pour la reconstruction d'un véritable parti des travailleurs.

Alain TUAL, 40 ans, employé à la Sécurité sociale, Reims • Patrick BARTHE, 36 ans, chargé d'étude, Epernay • Florence NEUHAUSER, 28 ans, institutrice, Chalons • Daniel PATEAU, 38 ans, chauffeur-monteur, Chalons • Denis GEOFFROY, 32 ans, agent de service hospitalier, Reims • Jean-Pierre RIFFLET, 26 ans, contrôleur aux PTT, Avenay-Val-d'Or • Claude DIDIERJEAN, 38 ans, technicien aux PTT • Odile DANGER, 34 ans, technicienne.

ATTENTION: ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.